



Le Royaume-Uni tiendra des élections générales le 12 décembre

Par [Robert Stevens](#)

Mondialisation.ca, 31 octobre 2019

wsws.org 30 octobre 2019

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Mardi soir, les députés ont voté en faveur de la tenue d'élections générales qui risquent d'être les plus explosives de l'histoire britannique d'après-guerre.

Les députés ont voté par 438 voix contre 20 en faveur d'une élection prévue pour le 12 décembre. Cette élection sera la première à avoir lieu en décembre depuis 1923. Le premier ministre conservateur Boris Johnson a obtenu le soutien des députés après avoir présenté un projet de loi appelant à une élection à cette date. Après avoir été débattu pendant six heures mardi soir, le projet de loi a été envoyé à la Chambre des Lords où il devait être adopté hier soir et puis obtiendra la sanction royale. Le Parlement sera dissous la semaine prochaine.

Johnson n'avait pas réussi lundi soir à obtenir suffisamment de soutien pour organiser des élections générales en décembre dans le cadre de la Loi sur les Parlements à durée déterminée (FTPA), qui exigeait l'assentiment des deux tiers des députés (434). Le projet de loi voté mardi – court-circuitant la FTPA – exigeait seulement une majorité simple.

Johnson savait qu'il pourrait remporter la majorité puisque le Parti national écossais anti-Brexit (SNP) et les Libéraux-démocrates avaient accepté dimanche de soutenir une élection générale en décembre. Mardi matin, le Parti travailliste, dirigé par Jeremy Corbyn, nominalement de «gauche», et seul parti majeur qui s'opposait à une élection jusque là, a déclaré qu'il voterait pour.

Pour tenter de priver Johnson du temps parlementaire restant pour organiser quand même un Brexit sans accord – car les députés n'ont toujours pas adopté l'accord qu'il avait conclu avec l'UE plus tôt ce mois-ci – et pour obtenir davantage de voix aux prochaines élections, les partis d'opposition ont proposé des amendements au projet de loi de Johnson. L'un d'entre eux, de Corbyn, visait à changer la date d'une élection du 12 au 9 décembre. Un autre consistait à accorder aux 3,4 millions de ressortissants de l'UE le droit de vote lors de l'élection et un autre à donner le droit de vote aux jeunes de 16 et 17 ans.

Au cours de la journée, le gouvernement a déclaré que si l'un de ces amendements était adopté, il enterrerait tout le projet de loi du Brexit, menaçant les partis d'opposition qu'un Brexit sans accord serait la seule voie que Johnson prendrait pour sortir de l'UE. Mais le seul amendement retenu par le vice-président de la Chambre était celui de Corbyn. Il a été rejeté à une majorité de 20 voix (315 voix contre 295).

Derrière leur crânerie, les principaux partis politiques ont tous des inquiétudes quant aux

élections. Beth Rigby, correspondante de Sky News, a dit mardi qu'il était «important de noter l'imprévisibilité des élections, car sur les trois dernières élections, deux se sont soldées par un Parlement sans majorité – en 2010, le conservateur David Cameron a dû faire une alliance avec les Libéraux-démocrates et en 2017 Theresa May dépendait des voix des députés du DUP [parti unioniste de droite d'Irlande du Nord] ».

Une étude électorale avait trouvé que l'instabilité des électeurs était la plus forte des temps modernes, a-t-elle ajouté, 49 pour cent des votants ayant changé de camp à la dernière élection. «Ensuite, lorsque vous ajoutez cette instabilité à une élection où le Parti du Brexit [nationaliste] tentera de grignoter le vote des conservateurs pour les sièges disputés, où le vote pro UE peut être divisé entre le Parti travailliste et les Libéraux-démocrates, le Parti national écossais (SNP) et potentiellement même les Verts, cela est tellement, tellement imprévisible. »

Johnson calcule qu'il peut l'emporter en mettant au centre de sa campagne le message qu'il est le seul à pouvoir achever la politique du Brexit et à réaliser la « volonté du peuple » qui a voté en faveur de la sortie de l'UE au référendum de 2016. Il est enhardi par la position du Brexit Party, qui a indiqué qu'il ne s'opposerait pas aux candidats conservateurs pour les sièges disputés, mais chercherait à battre les candidats travaillistes dans le nord de l'Angleterre où les électeurs avaient voté massivement pour le Brexit en 2016.

Les Libéraux-démocrates cherchent à augmenter le nombre de leurs 19 députés actuels en récoltant les voix anti-Brexit. L'autre principal calcul de Johnson est donc que les Libéraux-démocrates remporteront des voix aux dépens du Labour dans les circonscriptions électorales en faveur du maintien dans l'UE.

Le Parti national écossais (SNP) est la principale force politique en Écosse. Quelle que soit le changement de la carte politique dans le reste du Royaume-Uni, le SNP cherchera à œuvrer dans une coalition visant à stopper le Brexit et utilisera l'élection comme argument en faveur de l'indépendance de l'Écosse.

Les élections seront dominées par la crise politique qui sévit dans le Parti travailliste. On dit une fois de plus à la classe ouvrière que Corbyn est la seule alternative progressiste à un gouvernement Johnson. Selon certaines informations, la conseillère proche de Corbyn Karie Murphy n'a même pas dressé la liste des sièges âprement disputés pour lesquels le Labour devait batailler, insistant pour dire que tout sera centré sur les réunions organisées par Corbyn à l'échelle nationale pour que son «message» l'emporte.

En tant que politicien d'une élite dirigeante qui a présidé à des niveaux d'inégalité sociale sans précédent, Johnson est largement détesté par des millions de travailleurs. Il ne peut être exclu, malgré le rôle joué pendant des années par Corbyn en soutien aux conservateurs, que le dirigeant travailliste bénéficie donc d'un sentiment anti-conservateur généralisé.

Cependant, une percée des travaillistes est loin d'être certaine, notamment parce que Corbyn est à la tête d'un parti qui reste en état de guerre interne malgré son apaisement constant de ses députés de droite. Un nombre important de ces députés 'blairistes', qui constituent la majorité du Parti travailliste parlementaire, s'opposent à la tenue d'élections générales depuis des mois et encore plus s'opposent à ce que Corbyn soit jamais premier ministre.

Mardi, l'un de ces blairistes a déclaré au *Daily Mail* pro-conservateur après que Corbyn eut apporté son soutien à des élections générales: « Ces putains de fous. Ils pensent être au seuil d'une nouvelle et splendide aube socialiste ».

Il a ajouté que la décision de Corbyn de soutenir une élection était « une preuve que le parti est suicidaire » et a prédit qu'il y aurait une « énorme » révolte dans le parti contre Corbyn.

La droite travailliste a passé des mois à comploter sur la façon de contourner Corbyn pour créer un gouvernement d'union nationale avec des conservateurs pro UE, des blairistes, des Libéraux-démocrates et le SNP, dirigé par des personnalités pro-UE de confiance, comme le conservateur Ken Clarke ou Harriet Harman, ou Margaret Beckett du Labour.

L'ampleur de cette révolte s'est clairement montrée lors du vote sur la tenue d'élections générales où 117 députés travaillistes se sont abstenus ou ont voté contre le projet de loi de Johnson, soit 10 de moins que ceux qui ont voté avec Corbyn.

Les blairistes ont insisté pour dire que tout échec d'un «rebond de Corbyn» pour remporter une élection doit se solder par sa destitution en tant que chef du parti - une position déjà acceptée par son allié, le ministre fantôme des finances, John McDonnell.

Plus fondamentalement, Corbyn ne propose aucune alternative à la classe ouvrière, de même que tous les autres partis capitalistes. Il ne propose aucun programme qui aborde les problèmes fondamentaux auxquels la classe ouvrière est confrontée, notamment l'aggravation de l'austérité, de la pauvreté et du dénuement social.

Son programme ne propose aucune voie pour lutter contre la montée du militarisme dans des conditions où la Grande-Bretagne est entraînée dans un maelström de luttes inter-impérialistes de «grandes puissances» qui menacent de jeter le monde dans une troisième guerre mondiale et dans la barbarie.

Même si le Labour l'emporte, cela n'apportera rien à la classe ouvrière. Comme il a été démontré ces quatre dernières années, chaque acte de Corbyn, y compris la formulation du programme, est adapté aux exigences de son aile droite 'blairiste' parce que celle-ci est la courroie de transmission des diktats de la grande entreprise et de la City de Londres.

Robert Stevens

Article paru en anglais, WSWS, le 30 octobre 2019)

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Robert Stevens](http://RobertStevens.com), wsws.org, 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca